

À bas la politique pro-patronale du gouvernement !

Toujours plus à droite, toujours plus pro-patronale : voilà la ligne suivie par le gouvernement prétendument socialiste. Et il ne s'agit pas seulement d'Emmanuel Macron !

Le ministre de l'Économie a certes promu la loi qui a cassé les protections des salariés sur le travail du dimanche et les licenciements. Il multiplie les déclarations contre les fonctionnaires et les 35 heures. Mais ceux qui, au PS, le critiquent en épargnant Valls et Hollande sont bien hypocrites car ces derniers n'ont pas attendu Macron pour s'attaquer aux droits des travailleurs.

Faut-il rappeler le CICE qui consiste à arroser les entreprises de milliards, sans aucun effet sur l'emploi ? Les accords de compétitivité qui permettent aujourd'hui d'imposer une hausse du temps de travail avec baisse de salaire ?

Même quand il prétend prendre des mesures favorables aux classes populaires, le gouvernement mène une politique anti-ouvrière. En matière fiscale, les baisses promises ne font que masquer la hausse des impôts locaux. Et en ce qui concerne la Fonction publique, les avancées pour les bas salaires ne sont que le paravent d'une diète généralisée.

Maintenant, le gouvernement veut réduire le code du travail à quelques principes et laisser s'imposer les conventions collectives et les accords d'entreprise qui pourront être en deçà des lois actuelles. Fragmenter, émietter, casser les droits collectifs qui valaient pour tous les salariés, y compris pour ceux des petites entreprises, c'est la politique patronale depuis toujours.

En externalisant, en généralisant la sous-traitance, l'intérim et les CDD, le patronat multiplie les statuts, individualise les conditions de travail et les droits des travailleurs. Sur 100 salariés qui interviennent dans un atelier, sur un chantier ou dans une entreprise de services, combien relèvent du même employeur ? Alors qu'ils travaillent ensemble, combien ont la même grille de salaire, les mêmes primes, les mêmes droits aux congés, aux repos ou à la retraite ?

Tout est fait pour diviser les travailleurs, pour les opposer et, au besoin, pour les monter les uns contre les autres. Chez Smart, à Hambach en Moselle, la maison mère Daimler a fait 7 milliards de profits l'an dernier. Mais on accuse les ouvriers ayant refusé de travailler 39 heures payées 37 d'avoir agi contre l'emploi des jeunes. Chez Air France, ce sont les pilotes qui

sont accusés d'être responsables des suppressions d'emplois pourtant décidées par la direction.

Mais, de l'entreprise de nettoyage à celle d'informatique, de l'intérimaire à l'embauché, de la femme de ménage, de l'ouvrier jusqu'au pilote d'avion, le même chantage patronal s'exerce. Supprimer des emplois, comprimer les salaires, allonger la durée du travail, précariser la main-d'œuvre : les mêmes attaques sont menées partout pour préserver les profits.

Le patronat mène la lutte pour l'ensemble de sa classe ? Il faut qu'en face, les travailleurs soient unis pour contre-attaquer.

Chaque salarié, chaque militant, réagit naturellement à l'attaque qui le touche dans son métier et dans son secteur. Isolés par la politique patronale et livrés à eux-mêmes par le manque d'initiatives collectives des centrales syndicales, il est difficile pour les travailleurs conscients de se poser les problèmes à l'échelle de l'ensemble de leur classe et d'y répondre.

Ce sont les confédérations syndicales qui devraient le faire. Ce sont elles qui devraient populariser la nécessité pour les travailleurs de parler d'une même voix, d'affirmer leurs intérêts de classe et d'organiser la lutte collective.

Au lieu de cela, certaines centrales comme la CFDT servent la soupe au gouvernement et au patronat en défendant pour les travailleurs des « droits à la carte ». Et les autres centrales n'ont plus la préoccupation de populariser la nécessité d'un combat de l'ensemble de la classe ouvrière.

Jeudi 8 octobre, la CGT, Solidaires et la FSU appellent à une mobilisation interprofessionnelle. Mais elles ont laissé chacune de leurs fédérations décider des modalités de cette journée. Dans les secteurs où cette journée a été relayée et préparée, certains appellent à la grève quand d'autres appellent seulement à la manifestation. Dans ces circonstances, les manifestations ne rassembleront qu'une fraction du monde du travail.

Mais il faut se saisir de l'occasion. Car ceux qui feront grève et défileront auront le mérite d'avancer des revendications communes à l'ensemble des salariés. Ils auront le mérite d'affirmer leur camp contre le patronat et ce gouvernement anti-ouvrier. Ils auront mille fois raison car c'est une nécessité.

Calendrier élastique.

Au dernier CE, la direction a annoncé que la semaine 44 serait chômée. Mais elle a aussi programmé des samedis juste avant pour les DV.

On remplit les compteurs, et PSA les vide... À moins qu'au dernier moment, comme l'année dernière au DW, elle remplace les jours chômés par des jours travaillés.

Si les directeurs ont l'habitude de ne rien prévoir, nous, on tient à pouvoir organiser notre temps libre.

Quand est-ce qu'on mange ?

PSA a décidé de fermer définitivement le grill, et de ne laisser ouvert le grand self que le midi.

Les directeurs pourront continuer de manger à leur restaurant, mais pour les ouvriers en équipe, il reste les casse-croute.

Il y a vraiment de quoi avoir une dent contre eux.

Sous-traité mal traité

Au bâtiment 6, une batterie de tricycle électrique Onet a explosé, projetant de l'acide sur deux ouvriers du nettoyage.

Ceux-ci doivent entretenir le matériel eux-mêmes sans installation appropriée ni formation.

Les blessures n'ont heureusement pas été trop graves. Cela tient plus à la chance qu'à l'organisation de la sécurité.

Pas de café, pas de travail !

Les commandes de gobelets pour le café dans les UEP ne passent plus. Et pourtant ce sont des pièces absolument essentielles à la production.

Il y aurait vraiment de quoi activer le Numéro Vert.

Où sont les promesses de Varin ?

Lundi 21 septembre, « l'œil du 20 heures » de France 2 s'intéressait à ce qu'était devenu le site PSA d'Aulnay, visible sur <http://blog.francetvinfo.fr/oeil-20h/2015/09/21/psa-aulnay-ou-sont-les-emplois-promis.html>

Varin avait promis 1 500 emplois : sur le site, 5 ont été créés pour l'instant ! Comme l'avaient dénoncé des syndicats, PSA est en train de faire une grosse opération immobilière, une bonne partie du site devant être finalement transformée en commerces et logement.

Voleurs d'emplois, menteurs, spéculateurs... une leçon à retenir.

Air France : perdre sa chemise ou son emploi ?

Les images des dirigeants d'Air France s'enfuyant du Comité d'entreprise, chemises déchirées, montrent que la colère a explosé suite à l'annonce des 2 900 suppressions d'emplois.

Mais que croyaient-ils ? Que les salariés d'Air France allaient tranquillement se laisser mettre dehors, aller pointer à Pôle emploi et après aux Restos du Cœur, sans rien dire, sans crier leur colère ?

Les salariés d'Air France, que ce soient les personnels au sol, les hôtesses ou stewards ou les pilotes, ont déjà fait de lourds sacrifices sur leurs salaires et leurs conditions de travail. Et voilà que le chantage à la faillite de l'entreprise continue ! Voilà qu'ils sont maintenant menacés de payer de leur emploi la course aux profits de leur direction !

Valls, Macron et Hollande - sans parler de la droite et des médias - ont eu des mots très durs pour condamner les salariés et aucun pour s'inquiéter de la violence faite à ceux qui risquent d'être précipités dans le chômage, dans un pays qui compte 6 millions de chômeurs. Depuis le début ils expriment leur total soutien aux licenciés d'Air France. Ils montrent ainsi une fois de plus qu'ils sont corps et âme dans le camp du patronat.

Alors oui les salariés d'Air France ont de quoi être en colère ! Qui sème la misère récolte la colère !

Famille Peugeot : des spéculateurs

La famille Peugeot a une société financière, la FFP, qui a des actions dans diverses sociétés dont Zodiac Aerospace.

En 2014, comme le cours était haut, la FFP avait revendu un bon paquet d'actions. En ce moment, la FFP profite que le cours soit très bas pour racheter des actions à bas prix.

Les Peugeot sont comme toutes les familles bourgeoises. Occupées à spéculer... ce qui mène l'économie dans le mur.

VW : La dictature des annonceurs

Une agence de publicité qui travaille pour Volkswagen a invité des journaux français à n'écrire « aucun article relatif à la crise VW » durant quelques jours, faute de quoi, elle supprimerait 1,465 million d'ordres publicitaires.

Il y avait déjà les logiciels truqués pour faire passer les véhicules pour moins polluants qu'ils n'étaient, voici maintenant les articles de presse censurés.

La collecte organisée il y a deux semaines pour financer la parution de ce bulletin a rapporté 167 €. Merci à tous ceux qui par leur geste contribuent à faire vivre cette parution.